



Tout comme l'ensemble de la population l'administration et ses personnels vivent au rythme de la gestion de la crise sanitaire.

Aucun enseignement n'est tiré de la part du gouvernement concernant les choix politiques qui privilégient les plus riches et fragilisent les plus faibles.

A la DGFIP, ces choix se traduisent depuis de nombreuses années par un démantèlement progressif du réseau sous couvert de la transformation numérique et de son exemplarité en termes de réduction des moyens.

Ainsi l'administration a subi depuis sa création en 2008 près de 30 000 suppressions de postes, elle fait l'objet de restructurations et de réformes permanentes dont les plus emblématiques de la période sont le nouveau réseau de proximité ou la relocalisation (anciennement dénommée démétropolisation).

Pour nos organisations syndicales, le développement de l'e-administration, solution trouvée pour poursuivre la réduction des moyens et la fermeture des structures, n'est certainement pas le bon choix pour assurer un service public de qualité, technique et équitable.

Malgré la demande unanime des organisations syndicales de la DGFIP de suspendre à minima les réformes, la Direction générale est restée sourde à la demande. Crise sanitaire ou pas, nous continuons d'affirmer que les réformes contraires à l'intérêt de la population et des agents doivent être abandonnées. Elles s'appliquent dans le cadre de la loi portant transformation de la Fonction Publique qui doit être abrogée.

Alors que la DGFIP est reconnue pour son haut niveau de technicité et sa capacité d'adaptation au point que le pouvoir politique lui a donné la gestion du Fonds de solidarité, l'administration s'est vue pour une année supplémentaire amputée de 1871 emplois. Cette saignée supplémentaire dans ses effectifs va accélérer à nouveau la dégradation de l'exercice des missions essentielles au fonctionnement de l'État ainsi que les conditions de travail des personnels.

Depuis de nombreuses années, les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques FO DGFIP et l'alliance CFDT/CFTC Finances Publiques alertent les pouvoirs politiques et administratifs sur la situation alarmante de la DGFIP.

Alors que la campagne déclarative d'impôt sur le revenu est ouverte en mode dégradé au regard du contexte sanitaire, mais aussi du manque de moyens, l'intersyndicale appelle les personnels à se mettre en grève le 10 mai 2021 pour que leurs revendications en termes de droits et garanties, de conditions de travail, de pouvoir d'achat, de missions et de structures soient entendues et satisfaites.

[Plateforme revendicative 50 solutions pour la DGFIP portée par l'intersyndicale DGFIP Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP, l'alliance CFDT/CFTC Finances Publiques.](#)

fichiers:



[Télécharger com_presse_10mai.pdf](#) (234.1 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[Plus Jamais Ca](#)

[10 mai 2021 : Prenons un printemps d'avance](#)

[Communiqué presse](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
